

avoirs à l'étranger du gouvernement canadien, qui n'étaient pas très considérables en 1926, représentaient près du tiers du total en 1970. En fait, durant la période qui a suivi immédiatement la Seconde Guerre mondiale, la part du gouvernement dans les avoirs du Canada à l'étranger a même été plus élevée et certaines années elle devait représenter jusqu'aux deux tiers du total. Divers avoirs à court terme autres que les avoirs monétaires officiels nets constituaient le reste des avoirs canadiens à l'étranger. La part qu'ils représentent a varié au cours des années: environ un tiers en 1926, négligeable à la fin de la Seconde Guerre mondiale, puis ces dernières années environ un cinquième du total. De façon générale, les avoirs à long terme, tant du secteur privé que du secteur public, ont été plus importants que les avoirs à court terme.

Les investissements canadiens à long terme à l'étranger étaient 12 fois plus élevés en 1970 qu'en 1926, c'est-à-dire qu'ils sont passés de \$926 millions à \$11,700 millions. Ils sont composés essentiellement de capitaux privés, en particulier d'investissements directs. Le reste comprend surtout des prêts et des avances du gouvernement et des souscriptions aux organismes de placements internationaux. Du point de vue de la répartition géographique, les investissements à long terme aux États-Unis, établis à \$5,902 millions, représentaient un peu plus de la moitié des investissements canadiens à long terme à l'étranger en 1970. Environ les trois cinquièmes de tous les investissements privés se trouvaient dans ce pays. Le crédit en cours du gouvernement du Canada accordé aux termes de la Loi de 1946 sur l'accord financier avec le Royaume-Uni représentait la majeure partie des avoirs canadiens au Royaume-Uni (\$1,751 millions). Au cours des années 60, la proportion des avoirs canadiens au Royaume-Uni constituée par les investissements directs a augmenté et elle représente actuellement plus du tiers du total. Dans les autres pays du Commonwealth, les investissements directs ont toujours constitué la forme prédominante des avoirs canadiens. A la fin de 1970 les investissements directs représentaient plus de 70% des avoirs canadiens dans ces pays, mais cette proportion était quelque peu inférieure à celle de la plupart des années précédentes en raison de l'expansion des crédits consentis par le gouvernement du Canada aux termes du nouveau programme de développement ou de prêts «de faveur». Durant les années 60, les investissements directs se sont affirmés comme étant la forme la plus importante des avoirs canadiens dans tous les autres pays, où ils représentaient plus de la moitié du total. Les crédits à l'exportation consentis directement ou indirectement aux risques du gouvernement du Canada sont également demeurés un élément important des avoirs canadiens dans ce groupe de pays.

Les avoirs canadiens à court terme, qui comprennent les avoirs monétaires officiels nets, les autres avoirs canadiens à court terme en devises et les effets à court terme à recevoir, ont plus que quadruplé depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale pour représenter plus des deux cinquièmes du montant total des avoirs en 1970.

21.5.4 Estimations pour 1973

Les estimations préliminaires fondées sur les données disponibles montrent qu'à la fin de 1973 le solde de la dette internationale du Canada avait atteint une valeur comptable de plus de \$32.5 milliards. Les investissements étrangers à long terme s'élevaient à quelque \$53 milliards et, ajoutés à d'autres engagements à long terme, notamment la part des non-résidents dans les avoirs canadiens à l'étranger, ils portaient le montant total des engagements à long terme à plus de \$56.5 milliards. Les créances à court terme portaient le montant total de la dette extérieure du Canada à environ \$63 milliards. A la fin de 1973, les investissements canadiens à long terme à l'étranger se situaient légèrement au-dessus de \$14.5 milliards, tandis que les créances à court terme sur les non-résidents (y compris les avoirs des résidents en devises et les avoirs monétaires officiels nets) portaient le montant total des avoirs canadiens à l'étranger à plus de \$30 milliards.

Les projections des taux de contrôle pour 1973, qui sont fondées sur les données de 1970 rectifiées pour tenir compte des changements dans le contrôle des grandes entreprises, indiquent par rapport à 1970 une baisse de deux points de la proportion des capitaux sous contrôle étranger dans les industries non financières. A la fin de 1973, les capitaux des entreprises sous contrôle étranger représentaient 34% de l'ensemble des capitaux utilisés dans ces industries. D'importants revirements se sont produits dans les industries manufacturière, minière et sidérurgique en raison de l'accroissement de la part de l'appartenance canadienne de certaines grandes entreprises, ce qui, aux fins de l'analyse statistique, a fait passer ces